GARY LITMAN

Vice-président senior des initiatives internationales à la Chambre de Commerce des États-Unis

Thierry de Montbrial, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Je vais maintenant demander à Gary de nous présenter très concrètement les attentes du monde de l'entreprise aux États-Unis à l'égard du G7. En attendez-vous quelque chose et si oui, quoi ? Concernant les remarques de Hye-Min, d'après vous, que pense Trump de ce type d'organisations ? Il ne semble visiblement pas très intéressé.

Gary Litman, vice-président senior des initiatives internationales à la Chambre de Commerce des États-Unis

Merci Thierry. Je vous remercie pour votre invitation. Il est fascinant d'écouter les véritables initiés des processus du G7 et du G20, et pour ma part, je souhaite apporter un point de vue extérieur. Le monde de l'entreprise, représenté par la Chambre de commerce des États-Unis, le plus grand groupe de défense des intérêts des entreprises aux États-Unis, a commencé à s'intéresser au G7 aux alentours de 2007. Nous avons dans un premier temps appelé nos homologues en France, au Canada, en Allemagne, au Japon, en Italie, dans l'Union européenne et au Royaume-Uni, qui faisait alors partie de l'Union européenne, si mes souvenirs sont exacts. Nous partagions le même sentiment de malaise en 2007. Vous vous en souvenez sans doute, il existait à l'époque de vives tensions politiques entre Washington, Paris et Berlin. Dans la cafétéria du Congrès, la plus grande instance délibérative des États-Unis, certains ont tenu à rebaptiser les « French fries » « Freedom fries ». Nous avions le sentiment qu'au plus fort de la mondialisation, alors que nous nous considérions à la fois comme des concurrents et des partenaires, les gouvernements essayaient de nous diviser, de nous envelopper dans des drapeaux nationaux et de nous dire : « Vous êtes une entreprise américaine et vous devez vous comporter de telle ou telle manière », « Vous êtes une entreprise française et vous devez vous comporter de telle ou telle manière », etc.

Nous avons donc décidé d'organiser une réunion privée des dirigeants des plus grands lobbies d'entreprises afin de déterminer si nous avions quelque chose en commun et ce que nous pouvions faire pour aider nos entreprises à continuer à réaliser des économies d'échelle dans le cadre de la mondialisation. Nous avons tenu notre première réunion en 2007 et créé Business7. La crise financière a éclaté un an plus tard. Lorsque nous avons assisté à l'émergence du G20, nous avons décidé de garder un œil sur le processus du G7. À l'époque, nous n'avons pas calculé la part du PIB. Nous n'avons pas regardé les chiffres. Notre stratégie était très simple. Il y a ceux qui fixent les règles. Ils se réunissent et établissent des règles, ou du moins se livrent à une analyse commune de ce qui est bon ou mauvais dans nos économies, mais ils ne demandent pas aux véritables acteurs de ces économies, les

entreprises, de leur donner leur vision de l'avenir. Nous voulions que le G7 propose un narratif commun de croissance économique au sortir de la crise financière dans les économies où la plupart de nos multinationales sont basées, où elles paient leurs impôts, où elles développent leurs innovations et où leurs banquiers sont basés, mais nous avons été tenus complètement à l'écart du processus.

Comme l'a dit l'ambassadeur, le G20 a gagné en importance à bien des égards pendant la crise financière. Il a même donné naissance à des institutions, telles que le Conseil de stabilité financière et d'autres. Nous nous sommes intéressés de près au G20 et avons formé un groupe parallèle, Business20, mais nous avons gardé Business7 pour la même raison (le pouvoir réglementaire). Dans le sillage de la crise financière, les gouvernements ont vu leur influence s'accroître considérablement et se sont convaincus qu'ils savaient mieux que le secteur privé comment gérer l'économie mondiale pour sortir de la crise. De nombreuses entreprises, y compris quelques grandes entreprises, ont fait faillite sur la période 2008-2011, et un grand nombre d'entreprises ont dû être secourues. Les gouvernements ont donc estimé qu'ils étaient aux commandes, et ils l'étaient. Cependant, pour nous, dans le secteur privé, la réalité d'aujourd'hui est complètement différente de celle de 2007.

Notre regard sur le G7 a évolué. Je dois reconnaître que le monde de l'entreprise s'intéresse beaucoup plus au G7 aujourd'hui. Cela a commencé avec la présidence allemande il y a deux ans, lorsque nous avons pris conscience que le G20 reflétait les dysfonctionnements de la géopolitique, tandis que le G7 retrouvait ou consolidait son influence sur les institutions internationales et sur les règles – les règles des marchés financiers, les règles des politiques industrielles, et pas seulement les règles au sens juridique, mais également l'approche commune pour décrire les problèmes mondiaux, le langage commun pour décrire les capacités et les limites des gouvernements et du secteur privé, les difficultés communes à générer de la croissance dans nos économies matures. Voilà pourquoi nous avons commencé à prêter beaucoup plus d'attention aux réunions des chefs d'État et de gouvernement du G7, ainsi qu'à celles des ministres. En effet, tout au long de l'année, les ministres de l'énergie, des transports, du tourisme, des finances et de la santé se réunissent sans que le secteur privé ne soit présent. C'est justement parce que ces forums ne sont pas fondés sur des traités qu'ils contournent souvent le processus normal, qu'ils interviennent comme bon leur semble, ce qui crée certes de la flexibilité, mais aussi un manque de transparence. Raison de plus pour que le secteur privé s'y intéresse et tente de se faire entendre.

C'est ce que nous avons fait, et l'an dernier, la présidence italienne, sous la houlette de la Première ministre Meloni, s'est montrée exceptionnellement désireuse d'impliquer le secteur privé dans nombre de réunions ministérielles, dès lors que les discussions portaient sur l'économie numérique. Nous espérons que le G7 continuera à imposer un narratif. Dans ce monde où le contenu est roi, la plupart des responsables politiques reprennent le narratif formulé par d'autres. Même aujourd'hui, lors de la session d'ouverture, vous avez vu des responsables politiques et religieux se faire l'écho de ce qui avait été dit par le G7 il y a 10 ans au sujet du climat et de l'inclusion, etc. Les concepts introduits par le G7 il y a déjà quelque temps fonctionnent toujours. Bien que les cycles politiques aient changé, de nouveaux présidents, de nouveaux premiers ministres, participeront aux mêmes réunions, y compris le président Trump, mais plus important encore, tous ses collaborateurs participeront

à ces réunions, et ils devront parler ce langage. Il leur faudra acquérir une bonne compréhension de l'histoire. Il se peut qu'ils ne l'apprécient pas. Cela n'a aucune importance. Ils seront là pour quatre ans et devront comprendre ce qui se passe. C'est vraiment la raison pour laquelle le secteur privé est désireux de s'impliquer.

En 2025, le Canada assurera la présidence du G7, puis ce sera au tour de la France en 2026 – j'ignore si cela correspond à votre définition d'une puissance moyenne, Thierry –, et les États-Unis présideront le G20 lorsque la France présidera le G7. Je peux vous assurer que le monde de l'entreprise apportera sa collaboration. Nous ne lirons pas tous ces milliers de pages. Nous nous concentrerons sur nos intérêts très spécifiques, nous identifierons les domaines dans lesquels les gouvernements peuvent favoriser ou entraver la croissance économique, et les entreprises demanderont à leurs représentants et à d'autres de tout mettre en œuvre pour se faire entendre des responsables politiques. Voilà tout ce que nous pouvons voir de l'extérieur. Un dernier point sur le G7 : nous détesterions que le G7 soit défini par ce qu'il n'est pas. Il ne devrait pas être défini à l'aune de ce que font les BRICS. Il devrait être défini à l'aune de ce que le G7 fait pour ses propres citoyens, ses propres entreprises, et il devrait faire de son mieux. En ce qui a trait à l'élargissement, nous laisserons cette décision aux responsables politiques, mais nous avons à cœur d'interagir individuellement avec les gouvernements qui fixent les règles pour les grands marchés, et nous voulons être partie prenante de tous leurs efforts collectifs.